

API6799 B – Séminaire d'intégration
*Relations gouvernement-entreprise et politiques
publiques à l'ère de la mondialisation*

Hiver 2012

Programme de Maîtrise en affaires publiques et internationales
Faculté des sciences sociales

Plan de cours

Jour : mercredi

Heure : 17 h 30 à 20 h 30

Salle : Tabaret (TBT) 309

Professeurs :

- Patrick Leblond
 - Bureau : DMS 11154
 - Courriel : pleblond@uottawa.ca
 - Tél. : 613-562-5800 (poste 2953)
 - Disponibilités : sur rendez-vous seulement

- Paul Moen
 - Courriel : pmoen@moenglobal.com
 - Tél. : 613-805-5353
 - Disponibilités : sur rendez-vous seulement

Secrétariat de l'École supérieure d'affaires publiques et internationales : 613-562-5689

DESCRIPTION DU COURS

Dans un contexte où les biens, services, capitaux et personnes circulent de plus en plus mondialement, les relations gouvernement-entreprise prennent de plus en plus d'importance dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, quelles soient nationales ou internationales. D'un côté, il y a les entreprises qui tentent d'influencer l'élaboration de politiques et réglementations de manière à ce que celles-ci nuisent le moins possible à leurs opérations. De l'autre, il y a les gouvernements et les institutions internationales qui cherchent à établir des règles du jeu pour le bon fonctionnement des marchés et du bien-être de la population. Ce cours regardera donc attentivement ces deux dimensions des relations gouvernement-entreprise en Amérique du Nord et en Europe ainsi que dans le cadre de la réglementation internationale.

OBJECTIFS DU COURS

Ce cours vise à permettre aux étudiants de mieux comprendre pourquoi et comment les entreprises prennent part aux processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques. Il vise également à faire ressortir les avantages et les inconvénients de la participation des entreprises aux processus législatif et réglementaire ainsi que les solutions qui existent pour profiter de ces avantages tout en minimisant les désavantages.

APPROCHE PÉDAGOGIQUE

La matière est présentée de façon magistrale par les professeurs mais la participation active des étudiants est fortement sollicitée afin d'établir un équilibre entre théorie et pratique. Une partie importante du cours est axée sur l'étude et la discussion en classe de cas réels. Il est donc crucial de faire les lectures à l'avance et de bien se préparer pour chaque séance de cours.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

- Critiques d'article : 25 %
- Présentation orale : 25 %
- Examen final (à la maison) : 30 %
- Participation : 20 %

Aucun retard dans la remise des travaux ne sera toléré, à moins de maladie ou autre raison sérieuse acceptée par le professeur. **Les retards non autorisés seront pénalisés, à raison de 5 % de la note de la synthèse ou de l'examen final pour chaque heure de retard.** Le règlement universitaire prévoit que la remise tardive des travaux pour cause de maladie doit être justifiée au professeur par la présentation d'un certificat médical, sinon la personne sera pénalisée. En cas de maladies ou malaises, seuls le service de counselling et la clinique du campus (situés au 100, Marie-Curie) peuvent émettre des certificats valides pour justifier un retard ou une absence. La Faculté se réserve le droit d'accepter ou de refuser la raison avancée s'il ne s'agit pas d'une raison médicale. Les raisons telles que les voyages, le travail et les erreurs commises dans la lecture de l'horaire des examens ne sont habituellement pas acceptées.

Critiques d'article de journal ou de revue (2 de 3) (25 %)

Il s'agit d'analyser et discuter de façon critique un article de journal ou de revue, récent ou passé, qui traite d'un ou plusieurs des thèmes du cours, et ce, en utilisant les lectures obligatoires (et suggérées, au besoin) du cours. L'analyse et discussion doit prendre la forme d'une dissertation (introduction, développement et conclusion). L'article en question doit être inclus avec la critique.

L'étudiant a la possibilité d'écrire trois critiques et le professeur ne comptera que les deux meilleures pour le calcul de la note finale du cours (chaque critique compte pour

API6799 B – Relations gouvernement-entreprise et politiques publiques

12,5 % de la note finale du cours). L'étudiant peut remettre ses critiques lors de n'importe laquelle des séances 2 à 12 du cours.

Format du document

- 5 pages maximum (incluant la bibliographie)
- Double interligne
- Caractère 12 pt New Times Roman ou équivalent

Présentation orale (25%)

En équipe de deux (ou trois, si nécessaire), les étudiants doivent présenter une analyse d'une entreprise ou d'une industrie en ce qui concerne ses relations avec un ou plusieurs gouvernements, soit en général ou soit dans le cas d'une politique publique particulière.

Examen final (30 %)

Il s'agit d'un examen à domicile. Il y aura quatre questions et il faudra répondre à deux sous forme de dissertation. Les questions de l'examen seront distribuées aux étudiants à la dernière séance du cours (séance 12) et l'examen devra être remis (en version papier ainsi que par courrier électronique à l'adresse pleblond@uottawa.ca) au plus tard le 18 avril 2012 à 16 h.

Format du document pour chaque question

- 5 pages maximum (incluant la bibliographie)
- Double interligne
- Caractère 12 pt New Times Roman ou équivalent

Participation (20 %)

L'évaluation de la participation est fonction des éléments suivants :

- La présence en classe (50 %)
- La participation aux discussions en classe et au forum de discussion en ligne (50 %)

Pour des conseils utiles sur la façon de rédiger des travaux universitaires, veuillez vous référer au site Web suivant : <http://www.sciencessociales.uottawa.ca/USB/cleusbkey.swf> .

Attention à la fraude scolaire !

La fraude scolaire est un acte commis par une étudiante ou un étudiant et qui peut fausser l'évaluation scolaire (c'est-à-dire les travaux, tests, examens, etc.). Elle n'est pas tolérée par l'Université. Toute personne trouvée coupable de fraude est passible de sanctions sévères.

Voici quelques exemples de fraude scolaire :

- Plagier ou tricher de quelque façon que ce soit;
- Présenter des données de recherche qui ont été falsifiées;
- Remettre un travail dont vous n'êtes pas, en tout ou en partie, l'auteur;
- Présenter, sans autorisation écrite des professeurs concernés, le même travail dans plus d'un cours.

Ces dernières années, le perfectionnement d'Internet a fortement facilité la découverte des cas de plagiat. Les outils mis à la disposition de vos professeures et professeurs permettent, à l'aide de quelques mots seulement, de retracer sur le Web l'origine exacte d'un texte.

Pour plus d'information sur la fraude et les moyens de l'éviter, vous pouvez consulter la page web de la faculté offrant des conseils pour vos études et la rédaction de travaux universitaires à cette adresse :

http://www.sciencessociales.uottawa.ca/fra/prem_cycle_conseils.asp.

Vous pouvez également consulter la page web de la faculté recensant les documents d'information sur l'intégrité et le plagiat dans les travaux universitaires à cette adresse :

<http://www.sciencessociales.uottawa.ca/fra/ethique.asp>.

La personne qui a commis ou tenté de commettre une fraude scolaire ou qui en a été complice sera pénalisée. Voici quelques exemples de sanctions pouvant être imposées :

- recevoir la note « F » pour le travail ou le cours en cause;
- l'ajout d'une exigence supplémentaire (de 3 à 30 crédits) au programme d'études;
- la suspension ou l'expulsion de la Faculté.

Au cours de la dernière session, la majorité des personnes coupables de fraude ont eu « F » dans le cours concerné et devront obtenir de trois à douze crédits supplémentaires dans leur programme d'études.

Vous pouvez vous référer au règlement à l'adresse suivante :

http://www.uottawa.ca/academic/info/newsletter/fraud_f.html

MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE

Lectures obligatoires

- Lehne, Richard, *Government and Business: American Political Economy in Comparative Perspective*, 2nd Edition, CQ Press, 2005. (disponible à la librairie de l'Université d'Ottawa)
- Textes et documents électroniques disponibles sur Blackboard Vista, le site de la bibliothèque de l'Université d'Ottawa ou directement à partir du syllabus (lien web).

Textes de références suggérées

- Brander, James A., *Government Policy Toward Business*, 3e édition, Toronto: John Wiley & Sons Canada, 2000.
- Braithwaite, John et Peter Drahos, *Global Business Regulation*, New York: Cambridge University Press, 2000.
- Coen, David, Wyn Grant et Graham Wilson (dir.), *The Oxford Handbook of Business and Government*, New York: Oxford University Press, 2010.
- Hale, Geoffrey, *Uneasy partnership: The Politics of Business and Government in Canada*, Peterborough, ON: Broadview Press, 2006.
- Maxfield, Sylvia et Ben Ross Schneider (dir.), *Business and the State in Developing Countries*, Ithaca, NY: Cornell University Press, 1997.
- Ougaard, Morten et Anna Leander (dir.), *Business and Global Governance*, New York: Routledge, 2010.
- Stanbury, W.T., *Business-Government Relations in Canada: Influencing Public Policy*, Toronto: Nelson Canada, 1993.

PLAN DE COURS DÉTAILLÉ ET LECTURES

Notes :

- Les textes suivis du signe * sont disponibles à partir du site Internet de la bibliothèque de l'Université d'Ottawa sous la rubrique « Périodiques électroniques ».
- Les textes suivis du signe ** sont disponibles à partir du site Internet du cours sur Blackboard Vista.
- Tous les autres textes sont directement accessibles à partir du plan de cours en cliquant sur les liens Internet ou ils sont disponibles dans le livre obligatoire pour le cours (voir ci-dessus).

SÉANCE 1 (11 janvier)

Introduction

- Introduction au cours et son contenu
- Pourquoi étudier les relations gouvernement-entreprise

Lectures obligatoires

- Vogel, David, « The Study of Business and Politics », *California Management Review*, vol. 38, n° 3, 1996, p. 146-165.*

**API6799 B – Relations gouvernement-entreprise et politiques publiques**

- Lehne, Richard, *Government and Business*, chapitre 1, p. 3-25.
- Lehne, Richard, *Government and Business*, chapitre 5, p. 89-111.

Lectures suggérées

- Stopford, John et Susan Strange, avec John S. Henley, « The new diplomacy », chapitre 1 dans *Rival states, rival firms: Competition for world market shares*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996, p. 1-31.
- Rothstein, Bo, « Can markets be expected to prevent themselves from self-destruction? », *Regulation and Governance*, vol. 5, n° 4, 2011, p. 387-404.

SÉANCE 2 (18 janvier)**Les relations gouvernement-entreprise en théorie**

- Dépendance mutuelle
- Pouvoir des entreprises et du gouvernement
- Modèles

Lectures obligatoires

- Lehne, Richard, *Government and Business*, chapitres 2 et 9, p. 26-44 et p. 180-197
- Haggard, Stephen, Sylvia Maxfield et Ben Ross Schneider, « Theories of Business and Business-State Relations », chapitre 2 dans Sylvia Maxfield et Ben Ross Schneider (dir.), *Business and the State in Developing Countries*, Ithaca, NY: Cornell University Press, 1997, p. 36-60.**
- Smith, Mark A., « Structural Sources of Business Power », chapitre 7 dans *American Business and Political Power: Public Opinion, Elections, and Democracy*, Chicago: University of Chicago Press, 2000, p. 143-165.**
- Hancké, Bob, « Varieties of Capitalism and Business », chapitre 5 dans David Coen, Wyn Grant et Graham Wilson (dir.), *The Oxford Handbook of Business and Government*, New York: Oxford University Press, 2010, p. 123-147.**

Lectures suggérées

- Vogel, David, « Political Science and the Study of Corporate Power: A Dissent from the New Conventional View », chapitre 9 dans *Kindred Strangers: The Uneasy Relationship between Politics and Business in America*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 1996, p. 239-267.
- Hale, Geoffrey, « Sources and Limits of Business Influence: Theories of Business-Government Relations », chapitre 3 dans *Uneasy partnership: The Politics of Business and Government in Canada*, Peterborough, ON: Broadview Press, 2006, p. 57-97.
- Carrigan, Christopher et Cary Coglianese, « The Politics of Regulation: From New Institutionalism to New Governance », *Annual Review of Political Science*, vol. 14, 2011, p. 107-129.
- Coen, David et Wyn Grant (dir.), *Business and Government: Methods and Practice*, Opladen: Barbara Budrich Publishers, 2006.

**API6799 B – Relations gouvernement-entreprise et politiques publiques**

- Fuchs, Doris, *Business Power in Global Governance*, Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers, 2007.

SÉANCE 3 (25 janvier)**Influence du gouvernement sur les entreprises**

- Pourquoi les gouvernements visent à influencer les comportements des entreprises
- Les outils disponibles aux gouvernements pour influencer les comportements des entreprises

Lectures obligatoires

- Brander, James A., « The Normative Analysis of Government », chapitre 3 dans *Government Policy Toward Business*, 3e édition, Toronto: John Wiley & Sons Canada, 2000, p. 27-48.**
- Stopford, John et Susan Strange, « Dilemmas for governments », chapitre 4 dans *Rival states, rival firms: Competition for world market shares*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996, p. 97-136.**
- Lehne, Richard, *Government and Business*, chapitre 3, p. 45-65.
- Lehne, Richard, *Government and Business*, chapitre 11, p. 221-239.
- Lehne, Richard, *Government and Business*, chapitre 15, p. 299-316.
- “Schumpeter: Beyond economics”, *The Economist*, 12 février 2011.*

Lectures suggérées

- Levi-Faur, David (dir.), *Handbook on the politics of regulation*, Edward Elgar, 2011.
- Beardsley, Scott C. et Diana Farrell, « Regulation that's good for competition », *The McKinsey Quarterly*, n° 2, 2005, 9 pages.
- Shleifer, Andrei, « Understanding Regulation », *European Financial Management*, vol. 11, n° 4, 2005, p. 439-451.
- « Better Regulation for Growth », International Finance Corporation : http://www.ifc.org/ifcext/fias.nsf/Content/BRG_Home_page.
- Davis, Christina L. et Sophie Meunier, « Business as Usual? Economic Responses to Political Tensions », *American Journal of Political Science*, vol. 55, n° 3, 2011, p. 628-646.

SÉANCE 4 (1^{er} février)**Les stratégies et tactiques politiques des entreprises**

- Impact de la politique et de la réglementation sur la stratégie des entreprises
- Sources d'influence des entreprises sur les gouvernements
- Tactiques utilisées par les entreprises pour influencer les gouvernements
- L'éthique de l'influence corporative sur les gouvernements

Lectures obligatoires

- Lehne, Richard, *Government and Business*, chapitre 4, p. 66-88.
- Baron, David P., « Integrated Strategy: Market and Nonmarket Components », *California Management Review*, vol. 37, n° 2, 1995, p. 47-65.*
- Lehne, Richard, *Government and Business*, chapitre 7, p. 135-156.
- Lehne, Richard, *Government and Business*, chapitre 8, p. 157-179.
- Mack, Charles S., « What Is Government Relations? », chapitre 1 dans *Business, Politics, and the Practice of Government Relations*, Westport, CT: Quorum Books, 1997, p. 1-9.**
- Sachet-Milliat, Anne, « Les dérives éthiques des stratégies politiques des firmes », *Management et avenir*, n° 33, 2010, 325-345.*

Lectures suggérées

- Beardsley, Scott C., Denis Bugrov et Luis Enriquez, « The role of regulation in strategy », *The McKinsey Quarterly*, n° 4, 2005, 7 pages.
- Parker, Christine et Vibeke L. Nielsen (dir.), *Explaining Compliance : Business Responses to Regulation*, Edward Elgar, 2011.
- Stanbury, W.T., « Government Relations : A Strategic Approach », chapitre 2 dans *Business-Government Relations in Canada: Influencing Public Policy*, Toronto: Nelson Canada, 1993, p. 21-49.
- Yoffie, David B., « How an Industry Builds Political Advantage », *Harvard Business Review*, vol. 66, n° 3 (mai-juin), 1988, p. 82-89.
- Macher, Jeffrey T., John W. Mayo et Mirjam Schiffer, « The Influence of Firms on Government », *The B.E. Journal of Economic Analysis & Policy*, vol. 11, n° 1, Article 1.
- Makkai, Toni and John Braithwaite, "In and Out of the Revolving Door: Making Sense of Regulatory Capture", *Journal of Public Policy*, vol. 12, n° 1, 1992, p. 61-78.
- Rizopolous, Yorgos A. et Dimitrios E. Sergakis, « MNEs and policy networks: Institutional embeddedness and strategic choice », *Journal of World Business*, vol. 45, n° 3, 2010, p. 250-256.
- Woll, Cornelia, « Leading the Dance? Power and Political Resources of Business Lobbyists », *Journal of Public Policy*, vol. 27, n° 1, 2007, p. 57-78.
- Harstad, Bard et Jakob Svensson, « Bribes, Lobbying, and Development », *American Political Science Review*, vol. 105, n° 1, 2011, pp. 46-63.
- Keffer, Jane M. et Ronald Paul Hill, « An ethical approach to lobbying activities of businesses in the United States », *Journal of Business Ethics*, vol. 16, n° 12/13 (septembre), 1997, p. 161-169.
- Kim, Jin-Hyuk, « Corporate Lobbying Revisited », *Business and Politics*, vol. 10, n° 2, 2008, article 3.
- McMenamin, Iain, « If Money Talks, What Does It Say? Varieties of Capitalism and Business Financing of Parties », *World Politics*, vol. 64, n° 1, 2012, p. 1-38.
- Haufler, Virginia, « Globalization and Industry Self-Regulation » chapitre 9 dans Miles Kahler et David A. Lake (dir.), *Governance in a Global Economy: Political Authority in Transition*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 2003, p. 226-252.

SÉANCE 5 (8 février)

Relations gouvernement-entreprise en Amérique du Nord

- Évolution historique
- Différences entre le Canada et les États-Unis

Lectures obligatoires

- Wilson, Graham K., « Business and Politics in the United States », chapitre 2 dans *Business and Politics: A Comparative Introduction*, 3e édition, New York: Palgrave Macmillan, 2003, p. 27-57.**
- Hale, Geoffrey, « Business, Government, and the Politics of Economic Upheaval: 1970 to Present », chapitre 5 dans *Uneasy partnership: The Politics of Business and Government in Canada*, Peterborough, ON: Broadview Press, 2006, p. 141-171.**
- Blank, Stephen, « Building Autos: How North America Works and Why Canadian Studies Should be Interested », *American Review of Canadian Studies*, vol. 41, n° 4, 2011, p. 330-344.*
- Leblond, Patrick, «La stratégie nord-américaine de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) / The Canadian National Railway's (CN) North American Strategy», *Revue internationale de cas en gestion / International Journal of Case Studies in Management*, vol. 6, n° 1, 2008, 21 pages.**

Lectures suggérées

- Vogel, David, « Government-Industry Relations in the United States: An overview », chapitre 4 dans *Kindred Strangers: The Uneasy Relationship between Politics and Business in America*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 1996, p. 113-137.
- Hale, Geoffrey, *Uneasy partnership: The Politics of Business and Government in Canada*, Peterborough, ON: Broadview Press, 2006, chapitres 6-8, 10, 13-14.
- Smith, Mark A., « Overt Sources of Business Power », chapitre 6 dans *American Business and Political Power: Public Opinion, Elections, and Democracy*, Chicago: University of Chicago Press, 2000, p. 115-141.

SÉANCE 6 (15 février)

Relations gouvernement-entreprise en Europe

- Influence de l'Union européenne sur les relations gouvernement-entreprise
- Influences des entreprises sur l'intégration européenne

Lectures obligatoires

- Verdun, Amy, « Policy-Making and Integration in the European Union: Do Economic Interest Group Matter? », *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 10, n° 1, 2008, p. 129-137.*

**API6799 B – Relations gouvernement-entreprise et politiques publiques**

- Leblond, Patrick, « The Fog of Integration: Reassessing the Role of Economic Interests in European Integration », *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 10, n° 1, 2008, p. 9-26.*
- Grossman, Emiliano, « Les groupes d'intérêt économiques face à l'intégration européenne : le cas du secteur bancaire », *Revue française de science politique*, vol. 54, n°5, 2003, p. 737-760.*
- Woll, Cornelia, « Lobbying in the European Union : From sui generis to a comparative perspective », *Journal of European Public Policy*, vol. 13, n° 3, 2006, p. 456-469.*
- Coen, David, « Business Lobbying in the European Union », chapitre 8 dans David Coen et Jeremy Richardson (dir.), *Lobbying in the European Union*, New York: Oxford University Press, 2009, p. 145-168.**

Lectures suggérées

- Grossman, Emiliano, « Bringing politics back in: rethinking the role of economic interest groups in European Integration », *Journal of European Public Policy*, vol. 11, n°4, 2004, p. 637-654.
- Grossman, Emiliano, « L'eupérisation des structures de représentation des intérêts : le cas des associations bancaires », *Politique européenne*, n° 7, 2002, p. 43-65.
- Dür, Andreas, « Measuring Interest Group Influence in the EU », *European Union Politics*, vol. 9, n° 4, 2008, p. 559-576.
- Eising, Rainer, *The Political Economy of State-Business Relations in Europe: Interest Mediation, Capitalism and EU Policy Making*, London: Routledge, 2009.
- David Coen et Jeremy Richardson (dir.), *Lobbying in the European Union*, New York: Oxford University Press, 2009.
- Klüwer, Heike, « The contextual nature of lobbying : Explaining lobbying success in the European Union », *European Union Politics*, vol. 12, n° 4, 2011, p. 483-506.
- Cowles, Maria Green, « Setting the Agenda for a New Europe: The ERT and EC 1992 », *Journal of Common Market Studies*, vol. 33, n° 4, 1995, p. 501-526.

SÉANCE 7 (29 février)**Relations gouvernement-entreprise et investissements directs**

- Entreprises multinationales
- Investissements directs étrangers
- Entreprises d'État
- Fonds souverains d'investissement

Lectures obligatoires

- Held, David, Anthony McGrew, David Goldblatt et Jonathan Perraton, « Corporate Power and Global Production Networks », chapitre 5 dans *Global Transformations: Politics, Economics and Culture*, Stanford, CA: Stanford University Press, 1999, p. 236-282.**
- Mucchielli, Jean-Louis, « Multinationales et politiques des États », chapitre 8 dans *Multinationales et mondialisation*, Paris : Éditions du Seuil, 1998, p. 311-344.**

**API6799 B – Relations gouvernement-entreprise et politiques publiques**

- Chavagneux Christian, « Les multinationales définissent-elles les règles de la mondialisation? », *Problèmes économiques*, n° 3014, 2 mars 2011.**
- Levy, David L. et Aseem Prakash, « Bargains Old and New: Multinational Corporations in Global Governance », *Business and Politics*, vol. 5, n° 2, 2003, pp. 131-150.*
- Bremmer, Ian, « State Capitalism Comes of Age », *Foreign Affairs*, mai-juin 2009, p. 40-55.*

Lectures suggérées

- Gilpin, Robert, *U.S. Power and the Multinational Corporation*, New York: Basic Books, 1975.
- Vernon, Raymond, *Les conséquences économiques et politiques des entreprises multinationales*, Paris : Les éditions Robert Laffont, 1974 [1972].
- Dicken, Peter, « Dynamics of Conflict and Collaboration: The Uneasy Relationship between TNCs and States », chapitre 8 dans *Global Shift: Mapping the changing contours of the world economy*, 5e édition, New York: The Guilford Press, 2007, p. 232-246.
- Vernon, Raymond, « Tensions in the Background: Conflict between Multinational Enterprises and Nation-States », chapitre 2 dans *In the Hurricane's Eye: The Troubled Prospects of Multinational Enterprises*, Cambridge, MA: Harvard University Press, 1998, p. 30-60.
- Walter, Andrew et Gautam Sen, « The Political Economy of Foreign Direct Investment », chapitre 6 dans *Analyzing the Global Political Economy*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 2009, p. 171-200.
- Walter, Andrew et Gautam Sen, « The Regulation and Policy Consequences of Foreign Direct Investment », chapitre 7 dans *Analyzing the Global Political Economy*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 2009, p. 201-227.
- Organisation pour la coopération et le développement économique, « Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales », Paris, OCDE, 2011, 104 pages.
- Bremer, Jennifer Ann, « How global is the Global Compact? », *Business Ethics: A European Review*, vol. 17, n° 3, 2008, p. 227-244.
- Harding, Torfinn et Beata S. Javorcik, « Roll Out the Red Carpet and They Will Come : Investment Promotion and FDI Inflows », *The Economic Journal*, vol. 121, n° 557, 2011, p. 1445-1476.
- Cohen, Benjamin J., « Sovereign wealth funds and the national security: the Great Tradeoff », *International Affairs*, vol. 85, n° 4, 2009, p. 713-731.
- Moran, Theodore H. Moran, « Three Threats: An Analytical Framework for the CFIUS Process », *Policy Analysis in International Economics* n° 89, Washington, DC : Peterson Institute for International Economics, 2009, 66 pages.
- Hejazi, Walid, « Dispelling Canadian Myths about Foreign Direct Investments », IRPP Study n° 1, Montréal : Institut de recherche en politiques publiques, 2010, 35 pages.
- Bergevin, Philippe et Daniel Schwanen, « Reforming the Investment Canada Act : Walk More Softly, Carry a Bigger Stick », *Commentary*, C.D. Howe Institute, 1^{er} décembre 2011.

SÉANCE 8 (7 mars)

Relations gouvernement-entreprise et politique de la concurrence

- Acteurs
- Principes et règles

Lectures obligatoires

- Lehne, R., *Government and Business*, chapitre 12, p. 240-258.
- Trebilcock, Michael, Ralph A. Winter, Paul Collins et Edward M. Iacobucci, « Canadian Competition Policy in Historical Perspective », Chapter 1 dans M. Trebilcock et coll. (dir.), *The Law and Economics of Canadian Competition Policy*, Toronto: University of Toronto Press, 2003, p. 3-36.**
- Yoffie, David B. and Mary Kwak, « Playing by the Rules: How Intel avoids Antitrust Litigation », *Harvard Business Review*, vol. 79, n° 6 (juin), 2001, p. 119-122.*
- « Antitrust: Intel inside », *The Economist*, 15 avril 2006.*

Lectures suggérées

- Graham, Edward M. et J. David Richardson (dir.), *Global Competition Policy*, Washington, DC: Institute for International Economics, 1997.
- Gilbert, Richard J. et Michael L. Katz, « An Economist's guide to *U.S. v. Microsoft* », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 15, n° 2, 2001, p. 25-44.
- Klein, Benjamin, « The Microsoft Case: What Can a Dominant Firm Do to Defend Its Market Position? », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 15, n° 2, 2001, p. 45-62.
- Whinston, Michael D., « Exclusivity and Tying in *U.S. v. Microsoft*: What We Know, and Don't Know », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 15, n° 2, 2001, p. 63-80.
- Smith, Mitchell P., « In Pursuit of Selective Liberalization: Single Market Competition and Its Limits », *Journal of European Public Policy*, vol. 8, n° 4, 2001, p. 519-540.

SÉANCE 9 (14 mars)**Relations gouvernement-entreprise et politique du commerce international**

- Préférences des entreprises face à la libéralisation du commerce
- Influence des entreprises sur la politique commerciale des gouvernements
- Influence des règles et normes sur le commerce international

Lectures obligatoires

- Lehne, R., *Government and Business*, chapitre 14, p. 279-298.
- Woll, Cornelia et Alvaro Artigas, « When Trade Liberalization Turns Into Regulatory Reform: The Impact On Business-Government Relations in International Trade Politics », *Regulation and Governance*, vol. 1, n° 2, 2007, p. 121-138.*
- Lawton, Thomas C., Johan P. Lindeque et Steven M. McGuire, « Multilateralism and the Multinational Enterprise », *Business and Politics*, vol. 11, n° 2, 2009, article 3, 26 pages.*

**API6799 B – Relations gouvernement-entreprise et politiques publiques**

- Dür, Andreas, « Bringing Economic Interests into the study of EU Trade Policy-Making », *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 10, n° 1, 2008, p. 27-45.*
- Globerman, Steven et Paul Storer, « Border Security and Canadian Exports to the United States: Evidence and Policy Implications », *Canadian Public Policy*, vol. 35, n° 2, 2009, p. 171-186.*

Lectures suggérées

- Woll, Cornelia, *Firm Interests: How Governments Shape Business Lobbying on Global Trade*, Ithaca, NY: Cornell University Press, 2008.
- Milner, Helen V., *Resisting Protectionism: Global Industries and the Politics of International Trade*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 1988.
- Destler, I.M., *American Trade Politics*, 4e édition, Washington, DC: Institute for International Economics, 2005.
- Dür, Andreas, *Protection for Exporters: Power and Discrimination in Transatlantic Trade Relations, 1930-2010*, Ithaca, NY: Cornell University Press, 2010.
- McGuire, Steven, « No More Euro-Champions? The Interaction of EU Industrial and Trade Policies », *Journal of European Public Policy*, vol. 13, n° 6, 2006, p. 887-905.
- Chase, Kerry A., « Economic Interests and Regional Trading Arrangements: The Case of NAFTA », *International Organization*, vol. 57, 2003, p. 137-174.
- Rugman, Alan et Alain Verbeke, *Global Corporate Strategy and Trade Policy*, New York: Routledge, 1990.
- Yasar, Mahmut, Roderick M. Rejesus, Yanjing Chen et Ujjayant Chakravorty, « Political Influence of Firms in the Tradables and Non-tradables Sectors: A Cross-Country Analysis », *Economics & Politics*, vol. 23, n° 3, 2011, p. 297-312.
- Schuler, Douglas A. et Kathleen Rehbein, « Determinants of Access to Legislative and Executive Branch Officials: Business Firms and Trade Policymaking in the U.S. », *Business and Politics*, vol. 13, n° 3, 2011, Article 4.
- D'Souza, Anna, « The OECD Anti-Bribery Convention: Changing the currents of trade », *Journal of Development Economics*, vol. 97, n° 1, 2012, p. 73-87.

SÉANCE 10 (21 mars)**Relations gouvernement-entreprise et politiques environnementales et énergétiques**

- Préférences et stratégies des entreprises
- Politiques et outils environnementaux des gouvernements

Lectures obligatoires

- Kraft, Michael E. et Sheldon Kamieniecki, « Analyzing the Role of Business in Environmental Policy », chapitre 1 dans *Business and Environmental Policy: Corporate Interests in the American Political System*, Cambridge, MA: MIT Press, 2007, p. 3-32.**
- Potoski, Matthew et Aseem Prakash, « The Regulation Dilemma: Cooperation and Conflict in Environmental Governance », *Public Administration Review*, vol. 64, n° 2, 2004, p. 152-163.*

**API6799 B – Relations gouvernement-entreprise et politiques publiques**

- « Cleaning up: A special report on business and climate change », *The Economist*, 2 juin 2007, 15 pages.**
- Eizenstat, Stuart et Rubén Kraiem, « In Green Company », *Foreign Policy*, n° 150 (septembre-octobre), 2005, p. 92-93.*
- « Schumpeter : Why firms go green », *The Economist*, 12 novembre 2011.*
- Jones, Charles A. et David L. Levy, « North American Business Strategies Towards Climate Change », *European Management Journal*, vol. 25, n° 6, 2007, p. 428-440.*
- Copinschi, Philippe, « Privatisations et dérégulation : les nouvelles logiques du marché pétrolier », *Questions internationales*, n° 24 (mars-avril), 2007, p. 45-56.**

Lectures suggérées

- Rugman, Alan M. et Alain Verbeke, « Corporate Strategies and Environmental Regulations: An Organizing Framework », *Strategic Management Journal*, vol. 19, 1998, p. 363-375.
- Thornton, Dorothy, Robert A. Kagan et Neil Gunningham, « Sources of Corporate Environmental Performance », *California Management Review*, vol. 46, n° 1, 2003, p. 127-141.
- OECD, « Business and the Environment: Policy Incentives and Corporate Responses », *Environment & Sustainable Development*, vol. 2007, n° 8, 2007, p. 1-118.
- Pinske, Jonatan et Ans Kolk, *International Business and Global Climate Change*, New York: Routledge, 2008.
- Kraft, Michael E. et Sheldon Kamieniecki (dir.), *Business and Environmental Policy: Corporate Interests in the American Political System*, Cambridge, MA: MIT Press, 2007.
- Macdonald, Douglas, *Business and Environmental Politics in Canada*, Peterborough, ON: Broadview Press, 2007.
- Hornsby, David J., Alastair J.S. Summerlee et Kenneth B. Woodside, « NAFTA's Shadow Hangs Over Kyoto's Implementation », *Canadian Public Policy – Analyse de politiques*, vol. 33, n° 3, 2007, p. 285-297.
- Ederington, Josh, « NAFTA and the Pollution Haven Hypothesis », *Policy Studies Journal*, vol. 35, n° 2, 2007, p. 239-244.
- Yergin, Daniel, *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money, and Power*, New York: Simon & Schuster, 1991. [Traduction française : *Les hommes du pétrole*, Paris: Stock, 1991.]

SÉANCE 11 (28 mars)**Relations gouvernement-entreprise et politiques de la santé**

- Entreprises pharmaceutiques et pays en développement
- Cas du VIH/SIDA

Lectures obligatoires

- LeCarré, John, *The Constant Gardener*, chapter 16, 2005.**
- Prahalad, C.K. et Allen Hammond, « Serving the World's Poor, Profitably », *Harvard Business Review*, septembre 2002, p. 4-11.*



API6799 B – Relations gouvernement-entreprise et politiques publiques

- Spar, Deborah et Nicholas Bartlett, « Life, Death, and Property Rights: The Pharmaceutical Industry Faces AIDS in Africa », Harvard Business Scholl Case n° 9-702-049, 30 novembre, 2005.**
- Médecins sans frontières, « Access to Medicines at Risk Across the Globe: What to Watch Out For in Free Trade Agreements with the United States », Briefing Note, mai 2004. (http://www.doctorswithoutborders.org/publications/reports/2004/ftaa_05-2004.pdf)
- Dillon, John A., « The pharmaceutical industry's response to the HIV/AIDS crisis », *AIDS in Africa: Engaging Canadians*, Health Partners International of Canada, 2005, p. (http://www.hpicanada.ca/aids_anthology/dillon.pdf)
- Wainberg, Mark, « Generic HIV Drugs: Enlightened Policy for Global Health », *AIDS in Africa: Engaging Canadians*, Health Partners International of Canada, 2005. (http://www.hpicanada.ca/aids_anthology/wainberg.pdf)

SÉANCE 12 (4 avril)

Présentations orales et remise de l'examen final

Des ressources pour vous**Centre de mentorat de la Faculté - <http://www.sciencesociales.uottawa.ca/mentor/fra/>**

Le centre de mentorat de la Faculté des sciences sociales a comme objectif de prêter main-forte tant au point de vue scolaire que personnel aux étudiantes et étudiants de tous les programmes d'études de la Faculté, peu importe où ils en sont dans leurs programmes d'études.

Les raisons pour rencontrer un mentor sont diverses : échanger avec un étudiant qui en est à sa 3e ou 4e année d'études, avoir plus d'informations sur les programmes et services offerts à l'Université d'Ottawa, ou tout simplement améliorer ses méthodes d'étude (gestion du temps, prise de notes, préparation aux examens, etc.).

Le centre de mentorat est un lieu d'échanges sur les méthodes d'études et la vie à l'université. Et les mentors sont des étudiantes et étudiants d'expérience, formés pour répondre adéquatement à vos questions.

Centre d'aide à la rédaction des travaux universitaires - <http://www.sass.uottawa.ca/redaction/>

Au Cartu, vous apprendrez à comprendre et corriger vos erreurs et à bien rédiger de façon autonome. En travaillant avec nos conseillers en rédaction, vous pourrez acquérir les compétences dont vous avez besoin pour :

- maîtriser la langue écrite de votre choix
- améliorer votre réflexion critique
- développer vos habiletés d'argumentation
- connaître tout ce qu'il faut savoir sur la rédaction universitaire

Service des carrières - <http://www.sass.uottawa.ca/carrieres/>

Le Service des carrières vous offre une variété de services ainsi qu'un programme de développement de carrière qui vous permet de reconnaître et de mettre en valeur les compétences dont vous aurez besoin pour votre transition sur le marché du travail.

Service de counseling - <http://www.sass.uottawa.ca/personnel/>

Le Service de counseling et de développement personnel peut vous rendre service de plusieurs façons. Nous offrons les types de counseling suivants :

- counseling personnel
- counseling de carrière
- counseling en méthodes d'étude

Service d'accès - <http://www.sass.uottawa.ca/acces/>

L'Université d'Ottawa a toujours tenté de répondre aux besoins des étudiants ayant un handicap ou un trouble d'apprentissage. Dès 1985, elle mettait en place des soutiens conçus pour aider ces étudiants à réaliser leur plein potentiel tout au long de leurs études universitaires. Un grand choix de services et de ressources leur est offert avec expertise, professionnalisme et confidentialité.

Centre de ressources pour étudiants -**<http://www.viecommunautaire.uottawa.ca/fr/ressources.php>**

Les centres de ressources pour étudiants ont comme objectifs de répondre à une foule de besoins variés. Consultez la liste des centres.